

L'AVS et l'AI vont vivre leur révolution copernicienne

DONNÉES PERSONNELLES Numériser le 1er pilier tient de la gageure. Il s'agit de regrouper les 104 services actuels sur la même plateforme. Le Conseil fédéral a présenté le projet ce vendredi à Berne

ANNICK CHEVILLOT, BERNE

«Il s'agit d'une avancée majeure dans la stratégie numérique de la Confédération.» Pour Elisabeth Baume-Schneider, conseillère fédérale chargée des assurances sociales, le renforcement de la numérisation du 1er pilier est un «projet important. Il vise à le doter d'une plateforme informatique qui simplifiera les processus d'échanges d'information entre assurances et assurés. Ce projet est d'autant plus important que la situation actuelle n'est pas satis-

faisante et que le statu quo n'est pas une option.»

La ministre a ainsi rappelé qu'aujourd'hui, quand des assurés souhaitent vérifier leurs données AVS ou AI, leur démarche entraîne souvent une charge administrative considérable, suivie d'un délai d'attente de plusieurs semaines. En cause: l'échange des informations dans les assurances sociales du 1er pilier n'est pas automatisé et la transmission des documents s'effectue toujours par voies postales.

Supprimer les coûts postaux

Une pratique qui génère quelque 25 millions de francs de frais postaux par an. Et pour le calcul anticipé des rentes, notamment, les caisses de compensation reçoivent chaque année

10 millions de francs de subventions. Ce sont donc 35 millions qui pourront être économisés grâce à la future plateforme, qui devrait être lancée au plus tôt en 2028. «L'an dernier 340 000 assurés ont effectué des démarches et 1,5 million d'extraits ont été sollicités, relève Elisabeth Baume-Schneider. Cela représente également une lourde charge administrative.»

Grâce à cet outil numérique, les assurés pourront accéder à leurs données AVS et AI de manière «simple, rapide et sûre, selon la Jurassienne. Ils n'auront plus besoin de se justifier pour obtenir leurs données. Finalement, ces informations leur appartiennent.» Les assurés pourront ainsi consulter leur compte individuel et y vérifier les différents chiffres: les cotisations AVS déjà versées,

voir si leurs différents employeurs ont bien versé toutes les cotisations dues, s'il y a des lacunes de cotisation, ou encore effectuer un calcul automatisé et provisoire de leur future rente AVS. Ils pourront également renoncer à la communication par courrier des factures ou des décisions des autorités – pour les décisions de rente AI par exemple –, mais la plateforme restera facultative. Les organes d'exécution et les assurances seront, en revanche, tenus de communiquer entre eux par voie électronique.

Un retard à combler

La Confédération a attendu particulièrement longtemps pour développer un tel outil. Et la conseillère fédérale a reconnu que «la Suisse avait accumulé un certain retard dans ce domaine, en

raison de son système décentralisé». Système dont les tâches sont réparties entre les 26 cantons du pays et la Confédération. En tout, pour l'AVS et l'AI, la plateforme doit coordonner 104 services. Son élaboration coûtera 15 millions de francs et les coûts d'exploitation annuels sont devisés à 1,5 million. Montants qui n'auront aucune incidence sur le budget de la Confédération puisqu'ils seront pris en charge par les fonds de compensation de l'AVS, l'AI et des APG (assurance perte de gain).

Une fois la loi entrée en vigueur, il sera alors possible de «relier la plateforme informatique du 1er pilier à celle du 2e pilier», relève Doris Bianchi, nouvelle directrice de l'Office fédéral des assurances sociales. De quoi avoir une vue d'ensemble de sa future retraite. ■